

produits. L'OMS suggère d'établir des organismes publics de commercialisation des médicaments, qui permettraient aux médecins de ne plus dépendre des producteurs pour leur information.

Mais les centres de santé pourraient aussi réagir. Aux États-Unis, des centres s'associent pour créer des organes communs d'achat des médicaments les plus efficaces, en tenant compte de leur prix; et les hôpitaux ont des listes sur lesquelles les médecins doivent choisir...

Le « pouvoir compensateur » est-il en marche ?

François Sellier

ROUMANIE : DANS L'ŒIL DU CYCLOPE

Le 20 mai 1990, cinquante-trois ans après les dernières élections libres, l'histoire a de nouveau offert à la Roumanie l'occasion de choisir son destin. Cependant, les cinq mois qui se sont écoulés entre « la longue nuit » de l'insurrection du 22 décembre 1989 — interminablement ressassée par les petits écrans du monde entier — et « la courte journée » des élections, demeurent encore obscurcis par un mystère.

Pourquoi le Front de salut national a-t-il gagné si aisément la majorité écrasante des suffrages ?

Le cas de la Roumanie pose la question du passage d'une dictature absolue du parti — en fait celle d'un mégalomane dogmatique — à un régime libre et démocratique. La Roumanie a refusé de donner une réponse claire à cette interrogation. Ceux qui ont mis la main sur le pouvoir ont maintenu, avec quelques aménagements insignifiants, les structures sociales, politiques et policières précédentes. L'individu n'est pas passé du statut d'« indicateur statistique » à celui de citoyen conscient de ses droits et de ses devoirs dans le cadre d'un État de droit.

Une fois la dictature décapitée, elle continue de subsister — à de rares

exceptions près — dans la tête des gens, dans leurs esprits. Ainsi la décapitation de cette dictature après un procès-parodie a exclu toute mise en question du système totalitaire qui avait rendu possibles de pareils égarements. Ainsi les représentants du Front ont-ils pu s'ériger en vrais représentants du peuple, avant les élections, et ignorer leur promesse initiale de ne pas se constituer en parti politique.

Les premiers pas ont vite dévié de la ligne droite qu'on aurait dû suivre : on a essayé, puis réussi, en l'absence d'une opposition cohérente à bâtir dans la confusion, les demi-vérités et l'escamotage délibéré de la réalité.

« Nous mourons mais nous serons libres », ce propos des jeunes qui se sont sacrifiés dans la nuit du 23 décembre a été oublié par ceux qui étaient pressés de mettre en œuvre leur victoire. La date des élections a été fixée sans laisser à l'opposition le temps de s'organiser.

La vitesse à laquelle les élections ont été organisées n'a pas empêché la répétition de stratégies qui avaient fait leurs preuves. On a joué avec beaucoup d'habileté la carte des « ruptures sociales » : nouvel avatar de la lutte de classes, on a mis en avant, pour les besoins de la cause, les contradictions entre les ouvriers et les intellectuels (les premiers ont scandé le slogan : « A bas les intellectuels »), entre les ouvriers et les paysans, entre les jeunes et les vieux, entre les intellectuels dissidents et les intellectuels conformistes, etc.

On n'a point négligé dans cette lutte la création de partis satellites, l'orientation de la presse (nombre des journaux, leur tirage et leur diffusion), de la radio et de la télévision « libre ». Enfin, et surtout, l'utilisation sournoise et souterraine de forces apparemment exclues du jeu politique mais qui n'en continuent pas moins d'exister et ont tout à perdre à un changement radical.

Cette politique a permis aux anciens militants de refaire surface sous divers déguisements et aux carriéristes, profiteurs et opportunistes de s'affirmer. Tout cela au nom de la nécessité de la défense du nouvel ordre public.

Quant à l'opposition — le parti libéral et le parti paysan —, dirigée par d'anciens leaders rentrés récemment d'exil, pratiquement inconnus dans le pays et avec un programme électoral bâclé, son sort, en l'absence d'un délai de préparation raisonnable, était scellé. En raison de rivalités personnelles, inévitables dans cette situation trouble, elle n'a pas réussi à constituer une coalition en vue de s'opposer au Front de salut national qui, lui, était par définition « fédérateur ».

Il faut également prendre en considération la méfiance, le mensonge, la peur, la rumeur, la calomnie : vieux symptômes d'une société qui vient de sortir d'une grave maladie chronique.

En effet, relever en l'espace de cinq mois un peuple plus habitué à « recevoir » qu'à « choisir », à assumer ses obligations qu'à revendiquer ses droits, un peuple épuisé physiquement et psychologiquement, cela tiendrait du miracle. Or, en admettant qu'un miracle soit possible, les prestidigitateurs qui se produisent actuellement à Bucarest sont bien médiocres.

Il est donc beaucoup plus facile de remplacer « le mauvais père » du passé par « un bon père » méritant qui vous procure un peu de beurre et quelques tranches de saucisson sur un pain toujours noir, qui promet une nouvelle économie sans grands changements, sans chômage, sans crise et sans excès de travail et qui se prononce contre « les capitalistes qui veulent acheter notre pays ».

C'est la suite du tournage commencé le 22 décembre : la nouvelle séquence du film confirme dans son rôle de vedette l'ancien dirigeant communiste réformé, converti aux vertus démocratiques, au pluralisme et à l'économie de marché. 85 % des figurants font le bon choix. Dans le film maladroît du passé, mieux maquillés, ils n'étaient que 99 %. Mais le film n'avait jamais remporté la palme d'or.

A court terme l'avenir de la Roumanie n'apparaît pas sous de bons auspices. Faut-il pour autant désespérer ? Le changement intervenu après la tenue des

élections semble irréversible. Les écueils qui encombrant la route sont plus nombreux que dans les autres pays de l'ancien camp socialiste : le problème des minorités (surtout magyare), celui d'une économie hémiplegique qui essaie d'avancer vers une économie de marché en affrontant l'inflation, la vétusté de l'outillage industriel et des moyens de transport, l'absence des cadres dynamiques et performants et des secteurs de pointe qui constituent le moteur de toute économie moderne ; enfin et surtout, une attitude viciée vis-à-vis du travail, l'absence du sens de responsabilité et d'initiative.

Située aux « portes de l'Orient », la Roumanie réussira-t-elle ses premiers pas en direction de l'Europe et de ses valeurs ? Il existe aussi des raisons d'espérer.

La place de l'Université, la place de l'Opéra de Timisoara constituent autant d'îlots de liberté, des espaces où se sont installées des écoles de liberté en plein air, où les jeunes, surtout les jeunes, assument les responsabilités d'une opinion publique en formation, consciente du rôle qu'elle peut et doit jouer dans la société de demain¹.

« Le pouvoir doit appartenir à ceux qui ne l'aiment pas. Signé Platon, un voyou de l'Antiquité. » Les jeunes semblent y croire et continuent leur combat. A côté d'eux d'anciens vrais dissidents se raidissent, animés par le souci de la vérité : Doïna Cornea, Octavian Paler, Dan Petrescu, Gabriel Liicenu, Ana Blandiana, Petre Băcanu, Radu Filipescu, G. Dincă, ou bien le Groupe pour le dialogue social, leur hebdomadaire *la Revue 22* et ses consœurs *Contrapunct*, *Romania Libera* et *Romania Literara*. Espérons que ces autres îlots de liberté essaieront sur tout le territoire roumain.

A Paris, l'ancien ambassadeur, Alexandru Paleologu, essaie de maintenir le prestige international de la Roumanie dont la culture demeure l'unique certitude.

1. Ce texte a été rédigé avant la répression violente conduite par les mineurs le 14 juin.